

Notre-Dame-des-Landes : comment maquiller un renoncement

Par Arnaud Benedetti | Publié le 18/01/2018 à 12:31



FIGARVOX/ANALYSE - Comment transformer la trahison d'une promesse de campagne en victoire pour l'exécutif ? C'est l'exercice subtil de communication auquel s'est livré le gouvernement à propos de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Décryptage par Arnaud Benedetti.

Arnaud Benedetti est professeur associé à l'Université Paris-Sorbonne, coauteur de *Communiquer, c'est vivre (entretiens avec Dominique Wolton, éd. Cherche-Midi, 2016)*, et auteur de *La fin de la Com' (éd. du Cerf, 2017)*.

La décision du gouvernement au sujet de Notre-Dame-des-Landes veut faire sens, mais le fait-elle vraiment? L'annonce faite à l'opinion par Édouard Philippe à l'issue du Conseil des ministres a tout de l'opération de com' soigneusement élaborée, ciselée pour délivrer d'abord un message qui vienne conforter la marque de cette majorité et de son chef: «on décide», tel est le message générique qu'entend d'abord adresser le Président de la République, via son Premier ministre. Cette aptitude à décider est d'autant plus surlignée qu'elle repose sur un autre marqueur que le macronisme entend faire sien et qui, pour la circonstance, est mis à mal: celui de l'autorité de l'État qui, formellement et politiquement, est fragilisée.

On en appelle à une histoire tronquée pour mieux «storyteller» un acte politique.

Juridiquement d'abord, avec l'épuisement de toutes les voies de recours, politiquement ensuite après le référendum local, rien ne s'opposait au maintien du projet. Accessoirement, le candidat Macron s'était déclaré favorable durant sa campagne à la construction de l'aéroport sur le site de toutes les polémiques. Pour effacer et limiter cette perception du recul de l'État face à des acteurs de la société civile, la communication gouvernementale a ainsi martelé que le pouvoir décide, non sans tordre une partie de la réalité historique, là où le dossier serait lourd de cinquante années d'indécisions publiques... Évidemment, rien historiquement n'atteste de cette impuissance, à moins de confondre le respect des procédures administratives (les voies de recours multiples et variées) avec une inefficacité d'État. L'élément de langage répété en boucle par les porte-parole d'En Marche (députés, ministres, etc...) vise à amodier cette distorsion entre la marque qui affiche de la fermeté et une décision publique qui atteste un retrait en rase campagne. La com' est là pour masquer, voire atténuer cette contradiction. On surjoue l'action comme pour légitimer l'abandon... On en appelle à une histoire tronquée pour mieux «storyteller» un acte politique.

Le porteur, l'émetteur de cette décision n'est autre, par ailleurs, que le Premier ministre érigé de la sorte comme la source principale du choix ainsi effectué. Le président vertical s'efface devant un chef du gouvernement qui, pour le coup, absorbe toute la com' pour mieux préserver l'Élysée. Cette utilisation maximale de la répartition des ressources institutionnelles a pour vocation d'estomper la mémoire des engagements pris par Emmanuel Macron.

La visite «surprise» d'Édouard Philippe ce week-end sur le site, sa rencontre avec le maire opposé au projet de Notre-dame-des-Landes, visaient à «pré-conditionner» l'opinion à une décision dont il se murmurait qu'elle serait favorable aux opposants à l'aéroport. Le tweet au petit matin annonçait le crépuscule du projet; son héraut serait un Premier ministre, Premier des gardes d'un corps présidentiel pris en défaut d'un «je vous ai compris» light fumant sur les braises du bocage de l'ouest...

Le « en même temps » communicant du macronisme est confronté ainsi à son premier crash test.

Le «en même temps» communicant du macronisme est confronté ainsi à son premier crash test. A la question «comment mettre en scène la résolution d'un problème complexe?», il répond par un travelling - le passé inextricable du dossier - et par la montée au créneau du second rôle qui se substitue ainsi au Premier, dans un fondu enchaîné où Matignon assume la verticalité en lieu et place de Jupiter. Ouf! On a sauvé pour un temps le soldat Hulot dont les divisions sont d'abord médiatiques. Reste à savoir si la com' est une fin en soi... et si la politique n'eut pas exigé, en assumant un changement de point de vue, un discours de vérité, autre que le maquillage très ancien monde d'un «renoncement».